

Faits marquants de la COP 15 de la CNULCD : Mardi 10 mai 2022

Des écoles spécialisées dans les techniques agricoles innovantes assorties de stages et de formations pour engager les jeunes ont figuré parmi les nombreuses solutions proposées lors du premier dialogue interactif de la réunion de haut niveau. Un deuxième dialogue a souligné la nécessité de rétablir l'équilibre entre santé des sols et pratiques agricoles régénératives, et d'améliorer la lutte antiparasitaire en introduisant des solutions innovantes basées sur la nature sans recourir à des produits chimiques. L'après-midi, les participants se sont réunis en trois tables rondes pour examiner les droits, les récompenses et les responsabilités concernant l'avenir de l'intendance des terres, la restauration des terres comme voie vers une relance post-pandémique durable et les voies et moyens de passer d'une catastrophe à la résilience à la sécheresse dans le Big Dry.

Suite de la réunion de haut niveau

Lors des déclarations d'ouverture des sessions de dialogue interactif, modérées par Musonda Mumba, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la vidéo d'Andrea Diaw a présenté la variété des paysages.

Mettant en garde que les Perspectives foncières mondiales 2022 ne sauraient être plus claires, Ibrahim Thiaw, Secrétaire exécutif de la CNULCD, a mis en exergue notre choix collectif : réduire ou développer l'économie mondiale de moitié, selon la manière dont nous gérons les terres. Malgré le "diagnostic effrayant", Thiaw a exprimé l'espoir que la session stimulera des discussions honnêtes sur la régénération et l'intendance des terres, en se concentrant sur les jeunes et sur la durabilité de la production et de la consommation.

Dans un contexte de défis liés au climat, à la biodiversité et aux terres, Bhupender Yadav, ministre indien de l'environnement, des forêts et du changement climatique, a exhorté à intégrer les savoirs locaux et autochtones à toutes les étapes de la prise de décision et à exploiter le pouvoir du secteur privé pour une action transformatrice.

Le Premier ministre Patrick Achi, Côte d'Ivoire, a déclaré que son pays vit les défis auxquels la CNULCD est confrontée et a exhorté à la mobilisation des ressources pour forger un avenir avec des systèmes agricoles respectueux de l'environnement. Il a conclu : « Le temps presse. Ne cherchons pas l'espoir, mais l'action ».

Sadghuru, Fondation Isha, a plaidé pour un programme unique basé sur des incitations permettant aux agriculteurs de reconstruire des sols vivants. Soulignant que les diverses questions deviennent sans objet à moins que « l'extinction des sols » ne soit arrêtée et inversée, il a appelé à un objectif mondial de 3% de teneur en carbone organique des sols.

Dialogue interactif 1 : Régénération des terres : le rôle des jeunes dans l'élaboration de l'agenda foncier durable :

Alfred Prospere, Ministère de l'agriculture, de la pêche, de la sécurité alimentaire et du développement rural, Sainte-Lucie a ouvert le premier dialogue interactif en partageant des idées sur l'implication des jeunes dans la restauration des terres à Sainte-Lucie, soulignant la nécessité de placer les jeunes au premier plan aux niveaux local et national, de créer des emplois verts et d'encourager une participation collective significative.

Tarja Halonen, ancienne présidente de la Finlande et ambassadrice de la CNUCLD, a souligné le rôle de pionnier de la jeunesse en matière de comportement et de consommation durables dans son pays et a partagé ses expériences avec les dialogues intergénérationnels. Elle a appelé à donner plus d'espace aux jeunes dans la prise de décision.

Esha Mitra, Groupe des jeunes, CNUCLD, a rappelé les solutions détenues et mises en œuvre par les jeunes, qui ont été partagées lors du Forum des jeunes d'hier. Elle a appelé à un soutien financier et au renforcement des capacités, soulignant que toutes les régions et tous les pays étaient d'importance égale.

Patricia Kombo, JEUNESSE, a souligné le rôle important de l'accès à la terre pour les jeunes, déclarant "Je ne peux pas restaurer la terre si elle appartient à mes parents". Elle a appelé à un soutien financier, à l'accès aux connaissances, aux droits fonciers et à une plus grande attention aux emplois liés à la terre et aux emplois verts en tant qu'options de carrière, et a souligné que pour transformer les systèmes alimentaires, les jeunes doivent être au centre des efforts.

Sidi Touré Tiémoko, Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique, Côte d'Ivoire, a évoqué l'expérience de la transition d'un jeune militant à un ministre. Au sujet des opportunités foncières d'absorber l'emploi des jeunes pour une démographie croissante, il a identifié des solutions telles que des écoles spécialisées dans les techniques agricoles innovantes, des stages et des formations pour engager les jeunes, et des fonds garantis pour accroître l'accès des jeunes au financement.

Diabaté Ibrahim, Conseil national de la jeunesse, Côte d'Ivoire, a appelé les parties à « faire tout leur possible » pour soutenir la Déclaration du Forum des jeunes. Il a souligné l'appel à, entre autres : intégrer l'éducation pour le développement durable et l'agriculture durable ; financer des projets innovants pour les jeunes ; résoudre l'accès à la terre spécifiquement pour les jeunes ; continuer à soutenir le développement des entreprises vertes ; et accroître le soutien à une participation accrue des jeunes à la prochaine COP. Il a appelé le Secrétariat à organiser des événements pour les jeunes afin de s'assurer que la Déclaration est opérationnelle avec des résultats tangibles.

Au cours d'un débat interactif, les parties ont salué le leadership des jeunes : l'ITALIE a déclaré que les jeunes sont le « bénéficiaire ultime de nos accords » et qu'ils devraient être des parties prenantes actives dans le processus ; et le KENYA a encouragé le soutien au mouvement des jeunes pour la restauration des terres.

Dialogue interactif 2 : Utilisation des terres à l'épreuve du futur : évolution des modes de production et de consommation :

Eisenhower Nduwa Mkaka, ministre des Ressources naturelles et du Changement climatique, Malawi, a modéré la séance. Concernant les plus grands défis mondiaux de la sécurité alimentaire, Florika Fink-Hooijer, Commission européenne, a souligné : la triple crise du climat, de la biodiversité et de la dégradation des terres ; la surconsommation ; les déchets alimentaires ; et une forte consommation de viande détournant l'utilisation des terres vers la culture de matières premières pour le bétail. Pour y remédier, elle a mentionné des réponses réglementaires telles que les stratégies de l'UE en matière de biodiversité, de sols et de forêts, toutes ancrées sur des sols sains.

Au sujet du point de savoir si la production alimentaire est sûre, Maria Helena Semedo, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a catégoriquement dit non. Notant que 95% de la nourriture consommée commence par la terre, les sols et l'eau, elle a déploré que ces ressources soient stressées à un point critique en raison de facteurs tels que la croissance démographique, l'urbanisation et les impacts climatiques. Elle a encouragé une meilleure utilisation des ressources et une réorientation des subventions vers une production et une consommation durables.

Au sujet de la façon dont la consommation peut contribuer à des chaînes de valeur plus résilientes, Jorge Laguna-Celis, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNU), a souligné la nécessité de réponses systémiques, d'environnements

propices adéquats pour stimuler les changements de mode de vie et d'une meilleure information des consommateurs.

Au sujet de la mise des systèmes alimentaires à l'épreuve du temps, Jyotsna Puri, Fonds international de développement agricole (FIDA), a souligné le rôle des marchés régionaux et locaux à travers le financement rural et les obligations liées à la nutrition.

Florent Clair, UPL Ltd., a expliqué l'approche de son entreprise pour ramener la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, mettant en exergue les technologies permettant de capturer l'azote de l'air, de « se lier d'amitié avec la nature » à travers la lutte biologique intégrée contre les ravageurs, d'encourager la production localisée et de récompenser les agriculteurs pour les services écosystémiques.

Au cours du débat interactif, les participants ont : souligné le besoin critique de maintenir des écosystèmes sains et productifs comme outil pour atteindre les ODD et une relance post-COVID en harmonie avec la nature ; souligné l'importance d'une agriculture respectueuse de la nature et intelligente face au climat et a promis davantage de financements pour l'adaptation au changement climatique ; et élaboré sur les mesures prises en vue d'une gestion durable des terres, en mettant l'accent sur la production bovine.

Concernant l'abandon des modes de production et de consommation non durables, il a été dit que la technologie ne devait pas être considérée comme la seule solution, appelant à des approches innovantes permettant de produire sans dépasser les limites naturelles. Un soutien a été partagé pour l'évolution de l'instrument mondial juridiquement contraignant visant à éliminer les plastiques et la pollution plastique.

Au-delà de l'aménagement du territoire, la nécessité d'améliorer les connaissances scientifiques a été soulignée. La valeur de plus en plus évidente de l'engagement des parties prenantes, en particulier les femmes, les jeunes et les peuples autochtones, a été également soulignée.

Table ronde 1 : Droits, récompenses et responsabilités : l'avenir de l'intendance des terres : Le coprésident Foday Jaward, ministère de l'Environnement de la Sierra Leone, a défini les discussions comme soutenant la mise en œuvre de la décision de la CNULCD sur le régime foncier. Alexander Müller, directeur général, TMG Think Tank for Sustainability, a prononcé un discours liminaire, s'interrogeant sur la manière : de mettre en œuvre la décision de la CNULCD sur le régime foncier ; d'utiliser la décision globale pour soutenir l'intendance locale des terres ; d'inspirer une gouvernance responsable ; d'apprendre des pays leaders avec des exemples réussis ; et de continuer à intégrer les trois conventions de Rio.

La coprésidente Anne Lugon-Moulin, ambassadrice de Suisse en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, a salué les expériences nationales mettant en lumière les défis et les réussites. Beaucoup ont souligné que de nouveaux progrès pourraient être réalisés grâce à une coopération internationale accrue.

Les participants ont souligné les preuves scientifiques croissantes selon lesquelles la sécurité foncière est une condition permettant d'éviter, de réduire et d'inverser la dégradation des terres, l'un d'entre eux appelant à un mécanisme au niveau national pour traduire les politiques mondiales en actions locales.

A l'occasion du dixième anniversaire des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (DVGRF), un participant s'est enquis des expériences pertinentes pour élaborer des garanties afin de surmonter les difficultés de mise en œuvre. Les participants ont salué le lancement prochain d'un guide technique traitant de l'intégration des DVGRF dans la mise en œuvre de la CNULCD et de la neutralité en matière de dégradation des terres (NDT). Il a été suggéré de traduire le guide dans la langue locale pour faciliter l'engagement local.

De nombreux participants ont convenu de la nécessité de soutenir l'équité entre les genres et ont échangé des expériences pour améliorer l'engagement de la société civile, soulignant les opportunités de sensibilisation au cours de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes.

Table ronde 2 : Restauration des terres : une voie vers un rétablissement post-pandémique durable : Luis Vayas Valdivieso, vice-ministre des Affaires étrangères, Equateur, et Megh Nath Kafle, ministère des Forêts et de l'Environnement, Népal, ont coprésidé la table ronde.

Carlos Manuel Rodríguez, Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a prononcé le discours d'ouverture, qualifiant de mythe l'idée que la sécheresse n'affecte que les pays arides et semi-arides. Il a exhorté à relever deux défis mondiaux de la restauration des terres : les externalités non internalisées et les institutions travaillant en silos.

Elizabeth Mrema, secrétaire exécutive de la CDB, a appelé à des décisions audacieuses et réalisables pour restaurer les terres et les écosystèmes, demandant aux parties de s'appuyer sur la

dynamique créée à Abidjan, lors de la tenue des sommets sur la biodiversité et le climat plus tard cette année.

Au sujet du renforcement de la cohérence pour améliorer la restauration des terres, les délégués ont reconnu à plusieurs reprises que la GDT est au cœur des ripostes à la triple crise du climat, de la biodiversité et de la dégradation des terres. Ils ont discuté des efforts visant à lier la NDT et les objectifs climatiques, affirmant que les deux offraient des co-avantages pour la biodiversité.

Pour faire évoluer la NDT, ils ont discuté des éléments suivants : investir dans la technologie ; et mobiliser les jeunes, les femmes, les communautés autochtones et locales et le secteur privé. Un délégué a déclaré que la CNULCD doit être placée sur un pied d'égalité avec ses conventions sœurs de Rio, notant que les objectifs en matière de climat et de biodiversité ne peuvent être atteints sans des terres saines.

Afin d'inciter toutes les parties prenantes à soutenir la gestion régénératrice des terres, les participants ont débattu des points suivants : investir dans des technologies innovantes ; travailler avec des scientifiques pour surveiller la productivité du sol ; offrir des possibilités d'emplois verts aux jeunes ; et engager les femmes, les communautés rurales et autochtones.

Au sujet de l'assistance nécessaire à la création d'une réserve de projets de restauration bancables, les délégués ont souligné l'importance de faciliter l'accès à un financement stable, au transfert de technologie et à l'appui au renforcement des capacités. Ils ont souligné la nécessité de se concentrer sur la capacité des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables et d'intégrer les systèmes de savoirs traditionnels.

Table ronde 3 : The Big Dry : De la résilience aux catastrophes et à la sécheresse : Le coprésident Philippe Lacoste, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, France, a ouvert la table ronde, déclarant que les sécheresses affectent tous les pays. Dans son discours liminaire, Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la CCNUCC, a souligné que : l'activité humaine est la cause profonde des crises de la biodiversité, du climat et des terres ; la coopération avec les autres conventions de Rio est au cœur de la CCNUCC ; tous les financements doivent être considérés sous l'angle de la résilience et de la durabilité ; et la COP 27 de la CCNUCC se concentrera sur l'adaptation et la résilience, en particulier dans le contexte africain.

Tony Simons, directeur exécutif, CIFOR-ICRAF, a qualifié la végétation « d'assurance contre les catastrophes » et a souligné que le capital social, politique et naturel est une condition préalable essentielle à la gestion des terres, aux côtés de l'équité. Se référant à l'urgence de l'action, il s'est félicité que la CNULCD ait introduit une 7ème langue officielle de l'ONU, « la langue du bon sens ».

La coprésidente Makhotoso Magdeline Soty, vice-ministre des Forêts, de la Pêche et de l'Environnement, Afrique du Sud, a modéré une session difficile, avec de nombreux ministres qui devaient prendre la parole et davantage de pays souhaitant prendre la parole lors d'un débat qui présentait de nombreux exemples de défis régionaux et solutions liées à la sécheresse. Alors que certains ont profité de l'occasion pour souligner leurs positions sur les sujets de négociation, notamment l'appel à un protocole formel sur la sécheresse facilitant le soutien international, d'autres étaient simplement passionnés par l'échange, un ministre déclarant : « Je ne suis pas venu ici avec un bol de mendicité, mais avec l'envie de partager mon expérience ».

Dans les couloirs

Le deuxième jour a continué la tendance de lundi des forces de sécurité ivoiriennes à garder avec zèle les salles et les couloirs. Les délégués qui espéraient assister à la réunion de haut niveau de mardi matin ont été accueillis par un appel à la patience d'un agent de sécurité : « C'est dangereusement plein ! » au vu des chances ou des venus assez tôt pour avoir un siège ou s'asseoir sur des marches et des passages.

Des discussions animées à travers le lieu ont montré la passion et le fort appétit des participants à passer des paroles aux actes, thème repris lors de sessions formelles, un conférencier déclarant « Ne cherchons pas l'espoir, cherchons l'action ! »

Pareille aux nuages tropicaux assombrissant l'horizon d'Abidjan, la guerre en Ukraine a assombri les séances de l'après-midi à travers une combinaison de condamnations sévères et de débrayages silencieux.

Au cours d'une panne de courant de 30 minutes sous les tentes, un délégué a chuchoté : « Espérons que l'avenir de la terre soit plus brillant que dans ces prémisses ! Comme pour répondre à cette remarque, les lumières ont clignoté puis ont symboliquement éclairé les lieux – juste au moment où des délégués étaient sur le point de parler de la recherche du bouton de réinitialisation permettant de restaurer la terre après la COVID. Les secrétaires exécutifs des conventions de Rio sœurs de la CNULCD, la CCNUCC et la CDB, ont pris la parole lors de deux tables rondes, rendant compte des efforts conjoints pour aborder la question foncière, signalant ce à quoi s'attendre au pavillon des conventions de Rio, qui a ouvert ses portes dans la soirée.